

GROUPES DE FEMMES ET COVID-19: IMPACTS, ENJEUX ET IMPLICATIONS POLITIQUES POUR LES GROUPES D'ÉPARGNE EN AFRIQUE



Contributeurs



Un membre du groupe de soutien aux mères sourit pour un portrait à Yamaltu Deba, Gombe, Nigeria, le 16 novembre 2016. Grâce au groupe, les femmes sont initiées à la banque et à la gestion des finances. Ce groupe est soutenu par le projet de responsabilité de l'État pour l'amélioration de la qualité (SAQIP), qui se concentre sur l'amélioration des résultats en matière de santé maternelle, néonatale et infantile dans le nord-est du Nigeria, où les taux de mortalité maternelle et infantile sont particulièrement élevés.

Crédit photo: Andrew Esiebo

Auteurs:

Africa Centre for Systematic Reviews at Makerere University

Eve Namisango

American Institutes for Research

Thomas de Hoop
Chinmaya Holla
Garima Siwach

Bill & Melinda Gates Foundation

Sybil Chidiac
Shubha Jayaram

BRAC

Jenna Grzeslo
Munshi Sulaiman

CARE

Emily Janoch
Grace Majara

EPAR Evans School of Public Policy and Governance

Olayinka Adegbite
Leigh Anderson
Rebecca Walcott

Global Center for Gender Equality at Stanford University

Krishna Jafa

Population Council

Sapna Desai
Osasuyi Dirisu

School of Women and Gender Studies at Makerere University

Tabitha Mulyampiti

MarketShare Associates

Julia Hakspiel

SEEP Network

David Panetta

Remerciements

Nous tenons à remercier Chloe Bass et Martina Crailsheim de World Vision, Katherine Hay et Aishwarya Lakshmi Ratan de la Bill & Melinda Gates Foundation, Will Kendall de HOPE International, le Dr Marlous de Milliano et le Dr David Seidenfeld de l'American Institutes for Research, Francesca Moneti de Tostan, Virginia Nkwanzi d'IPSOS, Eva Noble de Women for Women International, Uloma Ogba et Friederike Strub de MarketShare Associates, Ashutosh Raina de la World Bank et le Dr Fatma Zennou de CARE pour leurs idées et leurs commentaires durant l'élaboration de ce rapport.

© 2021, Examen des données probantes des groupes de femmes et du COVID-19: impacts, enjeux et implications politiques pour les groupes d'épargne en Afrique

Table des matières

Sommaire	05
<hr/>	
Présentation	08
<hr/>	
Méthodologie	11
<hr/>	
Comment la COVID-19 affecte-t-elle les groupes de femmes?	13
‣ Chocs économiques et protection sociale	13
‣ Distanciation sociale	16
‣ Partenaires de la réponse communautaire	17
<hr/>	
Implications politiques et programmatiques et recommandations de recherche	19
‣ Implications politiques et programmatiques pour les gouvernements	19
‣ Implications politiques et programmatiques pour les organisations travaillant directement avec les groupes de femmes	20
‣ Implications politiques et programmatiques pour les donateurs	20
‣ Recommandations de recherche	21
<hr/>	
Références	22

Liste des encadrés et des figures

Encadré 1: Confinement et assouplissement progressif des restrictions au Nigéria et en Ouganda

Encadré 2: Sources de données

Encadré 3: Réponses en matière de protection sociale au Nigéria et en Ouganda

Figure 1: Évolution possible du fonctionnement des groupes en réponse à la COVID-19

Figure 2: Accès à l'épargne et au crédit après la COVID-19

Acronymes et termes clés

Acronymes

CRS	Catholic Relief Services
LSMS-ISA	Living Standards Measurement Study-Integrated Surveys on Agriculture (Management Information Systems) (Systèmes d'information de gestion)
MIS	(Systèmes d'information de gestion)
ONG	Organisation non gouvernementale
SILC	Savings and Internal Lending Communities
VSLA	Village Savings and Loan Associations

Termes clés

Capital social	Normes et réseaux qui facilitent l'action collective pour un bénéfice mutuel (Woolcock, 1998).
Chocs covariables	Chocs qui se produisent au niveau communautaire ou macroéconomique (par exemple, catastrophes naturelles, épidémies, conflits et crises économiques) et qui peuvent toucher simultanément de nombreux foyers (Walcott et al., 2021).
Crédit	Mise à disposition d'argent, de biens ou de services avant paiement.
Microfinance	Services financiers, généralement sous forme d'épargne ou de crédit, fournis habituellement aux personnes, aux foyers et aux petites entreprises à faibles revenus.
Groupes d'épargne	Groupes de 15 à 30 personnes, généralement des femmes, qui se réunissent régulièrement pour contribuer à un fonds commun qui est ensuite utilisé pour soutenir les prêts aux membres du groupe selon les besoins (Gash & Odell, 2013, p. 11).
Groupes de femmes	Terme générique couramment utilisé se référant à différents modèles de groupes économiques, sanitaires et communautaires dont les membres sont principalement des femmes (Anderson et al., 2019).

Sommaire

Plus d'un an s'est écoulé depuis le début de la pandémie de COVID-19, et la reprise économique est une priorité absolue pour les gouvernements, les donateurs et les institutions financières internationales (IFI) du monde entier, y compris en Afrique subsaharienne. Des investissements ciblés renforçant la résilience des communautés et stimulent la croissance économique atténueront certaines des conséquences économiques négatives de cette crise. L'investissement dans la résilience économique et le soutien social des femmes est primordial, sachant que la crise risque d'inverser les progrès récents en matière d'égalité des sexes.

Partout dans le monde, les groupes de femmes, tels que les groupes d'entraide, les groupes d'épargne et les groupes de santé, jouent un rôle important dans les communautés. Les données montrent que leur rôle dans la promotion de l'autonomisation des femmes et des résultats économiques est prometteur. Ces groupes englobent de nombreux modèles, mais tous rassemblent des femmes autour d'un objectif commun, notamment l'inclusion financière, les moyens de subsistance, la santé et les droits des femmes.

Ce rapport met l'accent sur un type spécifique de groupe de femmes en Afrique subsaharienne: les groupes d'épargne. Les groupes d'épargne sont une forme courante de groupes de femmes et constituent un mécanisme fiable d'épargne pour les populations d'Afrique subsaharienne. Les membres des groupes d'épargne rassemblent leurs petites économies hebdomadaires dans un fonds commun, sur lequel elles peuvent ensuite emprunter, ce qui crée des opportunités d'investissement et d'autonomisation des femmes. Les groupes d'épargne présentent des résultats mitigés, mais prometteurs, en matière d'amélioration des résultats économiques et sociaux.

Ce rapport, rédigé par un consortium de chercheurs et de professionnels, présente des données provenant d'études menées dans divers contextes

africains, notamment au Nigéria et en Ouganda, sur la façon dont la COVID-19 a affecté les groupes d'épargne et dont ces groupes ont contribué à atténuer les conséquences négatives de la pandémie en Afrique subsaharienne.

Trois conclusions principales se dégagent de cette analyse:

- 1. Les foyers avec une femme membre d'un groupe d'épargne au Nigéria et en Ouganda ont mieux fait face à la crise que ceux qui ne font pas partie de groupes d'épargne.** Les foyers avec une femme membre d'un groupe d'épargne au Nigéria étaient, par exemple, moins en proie à l'insécurité alimentaire et plus susceptibles de disposer de fonds d'épargne, lesquels étaient indispensables pour faire face à la crise de la COVID-19.
- 2. Les groupes d'épargne de femmes ont montré leur potentiel de résilience pendant la pandémie.** Grâce à la numérisation, à l'accès à l'argent mobile et à d'autres mesures d'adaptation, les groupes d'épargne ont pu continuer à fonctionner pendant la pandémie. De nombreux membres de ces groupes ont délaissé leurs activités traditionnelles, adapté leurs compétences et créé de nouveaux débouchés pour générer les revenus nécessaires. Ils ont confectionné et distribué des équipements de protection individuelle (EPI), construit des stations de lavage des mains et créé des plans d'action communautaires pour prévenir la propagation de la COVID-19.
- 3. Les groupes d'épargne ont contribué aux réponses communautaires et ont fourni aux femmes une plateforme de leadership.** Ces groupes ont donné l'occasion aux femmes d'assumer des rôles de leadership communautaire, tant formels qu'informels, en réponse à la crise. Ils ont également servi de réseaux pour communiquer sur la manière de limiter la propagation >

Sommaire (suite)

➤ de la COVID-19, notamment sur l'importance de la distanciation sociale, de l'hygiène et des mesures de sécurité. Ils ont également partagé des informations entre les communautés sur les questions qui ont émergé pendant les confinements, notamment le mariage des enfants, le travail des enfants, l'importance de soutenir l'éducation des filles et la violence contre les femmes et les enfants.

Notre analyse montre globalement que les **groupes d'épargne ont contribué à la résilience face aux défis économiques liés à la COVID-19, mais qu'ils ont rencontré des difficultés financières.**

Bien que les données indiquent que les groupes d'épargne en Afrique subsaharienne ont soutenu la résilience des foyers pendant la crise de la COVID-19, ces mêmes groupes font face à des enjeux et à des ressources limitées qui menacent leur pérennité et leur efficacité dans le temps.

L'augmentation des décaissements en faveur des membres et des non-membres en difficulté pendant la crise a épuisé les fonds de certains groupes d'épargne. La crise économique a perturbé l'accumulation de nouvelles épargnes suite à la réduction des opportunités d'emploi et des revenus, et, bien que l'utilisation des réunions virtuelles et de l'argent mobile a permis d'aider celles qui y ont accès, la transition vers la numérisation a créé des obstacles pour les femmes les plus marginalisées. Il est crucial de se pencher sur les enjeux économiques et sociaux auxquels les groupes d'épargne devront faire face à l'avenir.

Ce rapport présente **diverses recommandations à l'intention des législateurs qui visent à renforcer les groupes d'épargne et autres groupes de femmes** dans le but d'améliorer l'autonomisation des femmes et les résultats économiques à partir des données disponibles à ce jour.

Principales mesures incombant aux gouvernements:

- À court terme, **les gouvernements africains pourraient soutenir les membres des groupes d'épargne qui ont fait face à de fortes baisses de revenus et d'épargne en raison de la COVID-19 avec des transferts d'argent ciblés, des bons d'achat et/ou des distributions de nourriture** par le biais d'un fonds public dédié afin de préserver la viabilité des groupes d'épargne.
- À long terme, **l'intégration des groupes d'épargne dans les programmes de protection sociale** pourrait avoir d'importants avantages durables, en particulier dans les situations d'urgence.
- **Des données de meilleure qualité et une collecte de données plus fréquente et/ou de routine sur les groupes de femmes** soutenus par les gouvernements africains permettraient de générer des données supplémentaires pour la prise de décision.

Principales mesures incombant aux donateurs, aux partenaires et aux chercheurs:

- **La priorisation du leadership des femmes dans la réponse communautaire à la COVID-19** tout en assurant la distanciation sociale et l'accès aux équipements de protection individuelle.
- **La valorisation des connaissances du groupe d'apprentissage par les pairs SEEP sur les groupes d'épargne**, les femmes et la COVID-19 pourrait permettre aux donateurs, aux gouvernements et aux professionnels d'orienter les réponses à la COVID-19 et les efforts de redressement des groupes d'épargne.
- Le partenariat et le soutien aux gouvernements en **investissant dans des systèmes nationaux de suivi des groupes de femmes.** ➤

Sommaire (suite)

- Mener des recherches sur l'épargne de groupe et d'autres indicateurs de vulnérabilité et sur la manière dont ils sont liés aux réponses politiques suite à la COVID-19, à différents stades de la pandémie.
 - La poursuite des **recherches sur la résilience à long terme et le rôle des groupes de femmes.**
 - Mener des recherches expérimentales et quasi-expérimentales pour déterminer **l'efficacité et la rentabilité de la formation virtuelle et de la formation en personne** pour améliorer l'autonomisation des femmes et les résultats économiques.
 - **Mener des recherches qualitatives sur les processus de groupe** afin d'informer les programmes futurs. ●
-

Présentation

La pandémie de COVID-19 et certaines des réponses politiques qui y sont associées ont eu des impacts sexospécifiques importants qui pourraient inverser les progrès récents en matière d'égalité des sexes, notamment en Afrique subsaharienne. Bien que les taux de mortalité dus à la COVID-19 soient plus élevés chez les hommes, les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la pandémie aux niveaux sanitaire, économique, social et éducatif, avec des effets potentiellement à long terme (Burki, 2020; Buvinic et al., 2020; Wenham et al., 2020). Les entreprises appartenant à des femmes et les travailleuses, par exemple, sont démesurément regroupées dans les secteurs informels, qui peuvent manquer de protections sociales de base en période de crise économique, ainsi que dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme, qui ont été durement touchés par le confinement (Copley et al., 2020; Rochelle Parry & Gordon, 2020). Les femmes sont également fortement représentées dans les professions à haut risque, comme le personnel de santé de première ligne (Wenham et al., 2020). Diverses études suggèrent par ailleurs que les confinements ont pu contribuer à l'augmentation de la violence à caractère sexiste (Agene & Onyishi, 2020; Agüero, 2020; Peterman et al., 2020) et de la charge des femmes en matière de soins non rémunérés (Wenham et al., 2020).

Ce rapport présente des données issues d'études menées dans divers contextes africains, et plus particulièrement au Nigéria et en Ouganda, sur l'impact de la COVID-19 sur les groupes de femmes et sur leur contribution à l'atténuation des conséquences négatives de la pandémie en Afrique subsaharienne. Les « groupes de femmes » sont un terme générique couramment utilisé se référant à différents modèles de groupes économiques, sanitaires et communautaires dont les membres sont principalement des femmes. Les groupes varient considérablement dans leur conception et leur mise en œuvre, ainsi que dans leur objectif,

leur gouvernance et leur financement (Anderson et al., 2019). Dans de nombreux pays africains, les gouvernements et de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) soutiennent divers types de groupes de femmes, dont beaucoup proposent des interventions économiques, sociales et sanitaires dans un cadre collectif. Au cours de l'année écoulée, les groupes de femmes se sont adaptés dans divers contextes pour répondre aux conséquences négatives que la pandémie et certaines des réponses politiques associées ont imposées aux femmes et aux groupes marginalisés (l'encadré 1 présente des exemples de réponses politiques à la COVID-19 au Nigéria et en Ouganda). Ce rapport met principalement l'accent sur les groupes d'épargne, dans lesquels les membres se réunissent pour mettre en commun leur épargne, se prêtent mutuellement leurs économies avec des intérêts et partagent les bénéfices (SEEP, 2010).

La plupart des documents accessibles au public sur les adaptations des groupes de femmes en réponse à la COVID-19 concernent les groupes d'épargne soutenus par les ONG. Pendant la pandémie, le confinement et son assouplissement progressif, de nombreuses ONG ont mis en place ou étendu des filets de sécurité sociale et fourni une éducation sur la COVID-19 par le biais de groupes d'épargne. Les groupes d'épargne, en plus de jouer le rôle d'institutions financières informelles, visent à générer du capital social et à stimuler le leadership des femmes, ainsi qu'à faciliter le développement social et économique au niveau communautaire (SEEP, 2010).

Les gouvernements de toute l'Afrique ont adapté certains de leurs programmes destinés aux groupes de femmes à grande échelle, comme le Uganda Development Response to Displacement Impacts Project, qui soutient les activités de subsistance des réfugiés et des communautés d'accueil grâce à une structure fédérée soutenant les groupes d'épargne et de subsistance. On peut également >

Présentation (suite)

Encadré 1:

Confinement et assouplissement progressif des restrictions au Nigéria et en Ouganda

Nigéria:

- Confinements à court terme au niveau des États en mars 2020; restrictions fédérales des déplacements et mesures de distanciation sociale, y compris une interdiction des déplacements entre États et la limitation des activités de marché à certains jours de la semaine (Reuters, 2020)
- Réouverture progressive avec des mesures restrictives « de précision » dans les zones ayant signalé une augmentation rapide des cas de COVID-19 en mai 2020 (Reuters, 2020).
- Deuxième phase de la réponse de l'État, suivie d'un assouplissement progressif des mesures restrictives, comme la levée de l'interdiction de voyager entre les États, la fin du couvre-feu national et la réouverture progressive des écoles et des lieux de culte avec port obligatoire du masque, stations de lavage des mains et distanciation sociale des fidèles depuis juin 2020 (Adepoju, 2020; Andam et al., 2020)

Ouganda:

- Confinement renforcé avec fermeture prolongée des écoles et des universités; interdiction des transports publics; interdiction de voyager; fermeture des salons, garages et gîtes; gel de l'utilisation des voitures privées jusqu'en mai 2020 (Anguyo & Storer, 2020)
- Réouverture graduelle des différents secteurs économiques en juin 2020 (« Museveni », 2020)
- Réouverture partielle des écoles, collèges et universités avec obligation de respecter une distance sociale de deux mètres ou plus, de porter un masque et d'accéder à des stations de lavage des mains (« Ministère de l'Éducation », 2020).

➤ citer le Nigeria for Women Project, lancé récemment, qui met l'accent sur le développement de groupes d'affinité de femmes afin de renforcer

le capital social et financier pour une meilleure qualité de vie.

La documentation et les recherches officielles et publiques sur les adaptations apportées par les gouvernements à ces programmes en réponse à la pandémie, au confinement et à l'assouplissement progressif ultérieur du confinement restent toutefois limitées.¹ Ce rapport examine donc principalement les données relatives aux groupes d'épargne soutenus par des ONG internationales.

Les groupes de femmes ayant des objectifs principalement économiques, tels que les groupes d'épargne et les groupes d'entraide, présentent des données mitigées mais prometteuses sur l'amélioration de l'autonomisation des femmes et des résultats économiques (par exemple, Barooah et al., 2019; Brody et al., 2017). Toutefois, la pandémie crée de nouveaux enjeux et de nouvelles opportunités qui modifient la manière dont les groupes de femmes peuvent apporter des bénéfices. Le Evidence Consortium on Women's Groups a identifié trois façons dont la COVID-19 peut affecter le fonctionnement initial et l'efficacité des groupes, en plus de générer des adaptations importantes dans leur réponse à la pandémie [de Hoop et al., 2020 (voir Figure 1)]:

1. Les chocs économiques peuvent réduire les revenus et les opportunités de moyens de subsistance viables pour les groupes et leurs membres, ce qui peut finalement entraîner la dissolution du groupe par manque de capital financier ou d'investissements. D'autre part, les groupes peuvent accroître la résilience de leurs membres grâce à l'épargne existante et au soutien collectif, qui peuvent servir d'assurance, de protection sociale et de source de capital commercial. ➤

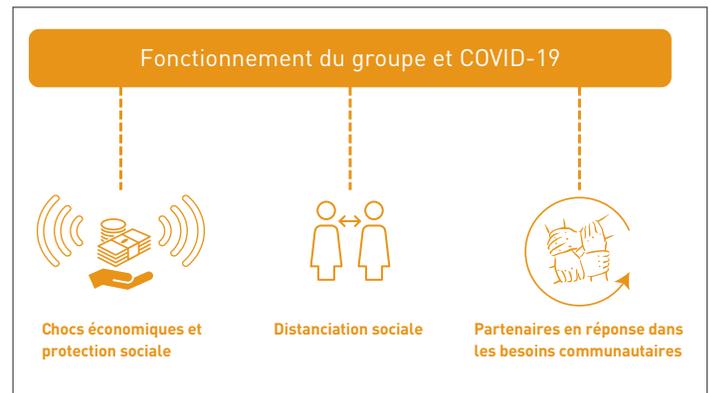
¹ Plusieurs gouvernements préparent des enquêtes pour examiner le fonctionnement des groupes de femmes soutenus par le gouvernement après la COVID-19, mais les données de ces enquêtes ne sont pas encore disponibles. À l'heure actuelle, nous ne disposons donc pas d'informations plus détaillées sur les adaptations des programmes de groupes de femmes soutenus par le gouvernement suite à la pandémie.

Présentation (suite)

2. La distanciation sociale exige des groupes qu'ils modifient leur mode de fonctionnement, par exemple en limitant les réunions physiques, en se réunissant en plus petit nombre ou en organisant des réunions virtuelles, ainsi qu'en utilisant différents moyens de communication et/ou technologies de paiement électronique.
3. Les gouvernements et les ONG peuvent fournir des filets de sécurité sociale et des partenariats nouveaux ou étendus avec des groupes pour la confection d'équipements de protection, ce qui peut augmenter les possibilités de revenus pour les membres du groupe. La fourniture de filets de sécurité sociale et d'autres services par le biais de groupes pourrait également créer des opportunités de développement de compétences en leadership pour les femmes. Les femmes des groupes d'épargne peuvent à leur tour fournir une voix importante pour guider les réponses locales à la COVID-19 et informer les stratégies et les actions des gouvernements et des ONG (Janoch, 2020).

Ce rapport présente enfin des recommandations à l'intention des diverses parties prenantes qui soutiennent les groupes de femmes en se fondant sur les données disponibles à ce jour, y compris les idées émergentes résultant de la pandémie ainsi que les données antérieures sur le potentiel des groupes de femmes à obtenir des effets positifs sur l'autonomisation des femmes et les résultats économiques (par exemple, Barooah et al., 2019; Brody et al., 2017). Les recommandations partent également du principe que les législateurs visent à renforcer les groupes de femmes dans le but d'améliorer l'autonomisation des femmes et les résultats économiques pendant et après la

Figure 1: Évolution possible du fonctionnement des groupes en réponse à la COVID-19



pandémie de COVID-19, mais nous reconnaissons que les législateurs peuvent être amenés à tenir compte des contraintes de ressources et des compromis potentiels avec d'autres investissements ayant des objectifs similaires (ou potentiellement différents). Le rapport comprend des implications politiques et programmatiques fondées sur des données, afin d'améliorer la programmation des groupes d'épargne en Afrique subsaharienne à partir de données actuelles. Il fournit également des recommandations de recherche là où aucune donnée probante n'existe. Dans le premier cas, il est important de reconnaître que les recommandations sont fondées sur les données actuellement limitées et qu'elles devront sans doute être mises à jour lorsque de nouvelles données seront disponibles. Dans le dernier cas, pour que la recherche puisse éclairer les politiques par des données probantes opportunes, il faudra probablement que les chercheurs s'engagent étroitement avec les responsables politiques dans la conception de la recherche et du calendrier associé. ●

Méthodologie

Nous avons fait la synthèse des conclusions de diverses études sur la COVID-19 et les groupes de femmes (résumées dans l'encadré 3) à partir du cadre conceptuel décrit dans la section précédente. Nous nous sommes d'abord penchés sur la validité du cadre conceptuel en nous appuyant sur les conclusions d'une brève analyse de la littérature consacrée aux groupes de femmes et aux chocs covariables graves, qui ont pu avoir des conséquences similaires à celles de la COVID-19 (mais moins étendues). Ce bilan analyse à la fois la manière dont ces chocs affectent les groupes de femmes, ainsi que leur capacité à atténuer les effets des chocs pour leurs membres et leurs communautés (Walcott et al., 2021). Nous avons regroupé les conclusions de cette synthèse avec des données du fonctionnement des groupes d'épargne après la COVID-19 en utilisant les résultats d'enquêtes téléphoniques sur la façon dont les Village Savings and Loan Associations (VSLA) et les Savings and Internal Lending Communities (SILC), formes prédominantes de groupes de microfinance axés sur l'épargne en Afrique, et d'autres groupes d'épargne ont fait face aux conséquences de la pandémie dans divers contextes en Afrique sub-saharienne (Allen, 2020; CARE, 2020a, 2020b, 2020c, 2020d; Crailsheim & Reynolds, 2020; World Vision, 2020). Nous avons validé ces résultats par des recherches qualitatives sur la façon dont les groupes de femmes ont fait face aux conséquences de la COVID-19 et du confinement associé au Mali, au Niger, au Nigéria et en Ouganda (Agene & Onyishi, 2020; Arasio et al., 2020; Bernardo Andrés & Dawalak, 2020; CARE, 2020a, 2020b, 2020d; Laouan, 2020). Pour examiner la résilience économique des membres des groupes de femmes, nous avons utilisé les résultats d'une analyse de données sur l'association entre l'appartenance à un groupe d'épargne et la sécurité alimentaire, l'épargne et le crédit au Nigéria et en Ouganda (Kansiime et al., 2020; World Bank, 2020a). ➤

Encadré 2:

Sources de données

- Une synthèse des données des réponses des groupes aux chocs graves de covariables et de leur capacité à atténuer les conséquences de ces chocs avant la pandémie (pour plus de détails sur la conception, l'analyse et les résultats de l'étude, voir Walcott et al., 2021);
- des analyses des enquêtes téléphoniques sur le fonctionnement des groupes d'épargne au Malawi, au Nigéria et en Ouganda pendant la pandémie (CARE, 2020a, 2020b, 2020c; Crailsheim & Reynolds, 2020);
- une analyse des données d'une enquête longitudinale en personne (avant la pandémie) et de quatre séries d'enquêtes téléphoniques LSMS-ISA (après le début de la pandémie) recueillies au Nigéria [(une description plus détaillée de la conception de l'étude, de l'analyse et des résultats détaillés sera publiée au premier trimestre 2021) (World Bank, 2020a; World Bank, n.d.)];
- une analyse d'un cycle de données d'enquête téléphonique LSMS-ISA [(après le début de la pandémie) collectées en Ouganda [(une description plus détaillée de la conception de l'étude, de l'analyse et des résultats sera publiée au premier trimestre 2021) (World Bank, 2020a; World Bank, n.d.)];
- une analyse des données d'une autre enquête téléphonique en Ouganda (Kansiime et al., 2020);
- une évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur les individus, les foyers, les communautés, les groupes et les petites et moyennes entreprises dans huit pays d'Afrique subsaharienne: République démocratique du Congo, Ghana, Kenya, Malawi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Zambie (World Vision, 2020);
- une enquête parmi les membres des groupes d'épargne des réfugiés et des communautés d'accueil dans la région du Nil occidental, en Ouganda (Crailsheim & Reynolds, 2020);
- une enquête auprès de 433 représentants de groupes d'épargne soutenus par la Catholic Relief Services (CRS) au Burkina Faso, en Gambie, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Mali, au Niger, au Sénégal, en Sierra Leone et en Tanzanie (Allen, 2020); et
- des données qualitatives sur le fonctionnement et la résilience des groupes d'épargne au Mali, au Niger, au Nigéria et en Ouganda (Agene & Onyishi, 2020; Arasio et al., 2020; Bernardo Andrés & Dawalak, 2020; CARE, 2020b; Laouan, 2020).

Méthodologie (suite)

➤ Nous avons examiné les données en vue des réponses nationales de protection sociale. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont mis en place de nouveaux programmes de protection sociale ou ont amélioré les programmes existants depuis le début de la pandémie (voir les exemples du Nigéria et de l'Ouganda dans l'encadré 3).

Ces programmes de protection sociale comprennent des transferts en espèces et des programmes axés sur l'aide alimentaire ainsi que sur la création d'emplois (Babatunde & Olagunju, 2020; Dixit et al., 2020; Kazeem, 2020; Programme des Nations Unies pour le développement, 2020). ●

Encadré 3:

Réponses en matière de protection sociale au Nigéria et en Ouganda

Nigéria:

- Plan de durabilité économique pour guider la réponse de la politique économique du pays, y compris un plan de relance de 605 millions de dollars adopté le 24 juin 2020.
- Programme spécial de travaux publics pour la création d'emplois temporaires pour 774 000 Nigériens (« Federal Govt », 2020).
- Transferts en espèces de 52 \$ à 2,6 millions de foyers pauvres et vulnérables inscrits au registre social national à partir d'avril 2020 (Babatunde & Olagunju, 2020; Dixit et al., 2020).
- Rations alimentaires aux foyers vulnérables dans les États de Lagos, FCT et Ogun, touchés par le confinement, en avril 2020 (Dixit et al., 2020).
- Plan de durabilité économique visant à stimuler la création d'emplois par des investissements dans les infrastructures en tant que protection sociale (KPMG, 2020).

Ouganda:

- Nouvelles interventions de protection sociale sous forme de transferts monétaires et de distribution de nourriture pour faire face aux confinements depuis avril 2020.
- Livraison de colis alimentaires à 1,5 million de personnes dans les districts de Kampala, Wakiso et Mukono.
- Expansion des emplois dans le cadre du programme « Urban Cash for Work », touchant environ 500 000 personnes.
- Distribution d'intrants agricoles dans 124 districts.
- Assouplissement des exigences de contribution au fonds de sécurité nationale par les entreprises et les employeurs.

Comment la COVID-19 affecte-t-elle les groupes de femmes?

Chocs économiques et protection sociale

POINTS À RETENIR:

Les foyers avec un membre féminin dans un groupe d'épargne étaient moins susceptibles d'être en proie à l'insécurité alimentaire que les foyers sans membres et étaient plus susceptibles d'avoir des économies, essentielles pour résister aux chocs covariables, tels que les épidémies et les catastrophes naturelles. Les groupes d'épargne ont par ailleurs contribué à la diffusion d'informations sur le mariage des enfants, le travail des enfants, l'importance de l'éducation des filles et la violence contre les enfants pendant la pandémie.

Une synthèse des données sur les effets passés des chocs covariables graves a mis en évidence des impacts négatifs constants sur les ressources et les activités des groupes de femmes, y compris ceux de l'Afrique subsaharienne (Walcott et al., 2021). Les chocs ont souvent entraîné l'épuisement des ressources des groupes d'épargne en raison de la réduction de la capacité d'épargne et de remboursement des prêts des membres, associée à une plus grande demande de fonds du groupe (Walcott et al., 2021). En Sierra Leone, par exemple, le poids du choc Ebola a réduit la capacité et la propension des membres à contribuer à l'épargne, ce qui, à son tour, a exercé une pression sur le fonds social du groupe (Androsik, 2020).

Nous avons observé une dynamique similaire pendant la pandémie; mais la plupart des résultats obtenus jusqu'à présent sont basés sur des échantillons relativement modestes et peu représentatifs. Bien que la plupart des groupes d'épargne aient repris les réunions physiques après le confinement initial, les groupes ont dû faire face à des enjeux liés à l'épuisement de leurs fonds. De nombreux groupes ont déboursé tous leurs fonds pour aider les membres du groupe et d'autres foyers de la communauté à subvenir à leurs besoins immédiats. Parmi les groupes échantillonnés par CARE au

Nigéria, 42% ont utilisé leurs fonds sociaux pour soutenir les membres en difficulté, et 15% ont utilisé les fonds sociaux pour acheter des produits d'hygiène, alors que 69% ont déclaré s'être portés volontaires pour aider les autres ou avoir participé à des groupes organisés pour se protéger contre la COVID-19 (CARE, 2020d). Une enquête auprès des représentants des groupes d'épargne soutenus par la CRS dans 11 pays africains a indiqué que le soutien était nécessaire en raison de la baisse des revenus des activités de subsistance non agricoles, mais aussi en raison de la baisse des prix (suite à la baisse de la demande) et de l'augmentation des prix des produits de première nécessité pendant les confinements [suite à la baisse de l'offre] pendant les confinements (Allen, 2020)]. Les groupes d'épargne de Karamoja, en Ouganda, ont également dû faire face à des enjeux majeurs. Une évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur ces groupes d'épargne a révélé que les membres ont contracté des prêts auprès de leurs groupes pour subvenir à leurs besoins fondamentaux, dans l'espoir de rembourser les prêts lorsque la situation se sera normalisée (Arasio et al., 2020). Cette constatation est conforme à une enquête menée auprès de 433 groupes d'épargne soutenus par la CRS dans 11 pays d'Afrique subsaharienne, qui indique que 75% des groupes d'épargne ont connu une diminution et/ou une baisse de l'épargne régulière (Allen, 2020). L'appauvrissement des groupes dans ces contextes soulève des inquiétudes quant à leur pérennité.

Bien que les groupes soient confrontés à des enjeux, l'accès à l'épargne et au crédit par le passé a probablement contribué à la résilience des membres du groupe pendant la pandémie. Cependant, l'appartenance à un groupe n'a pu atténuer qu'une petite partie des conséquences économiques négatives de la COVID-19. Des données longitudinales représentatives au niveau national, basées sur des enquêtes en personne (avant la COVID-19) et par ➤

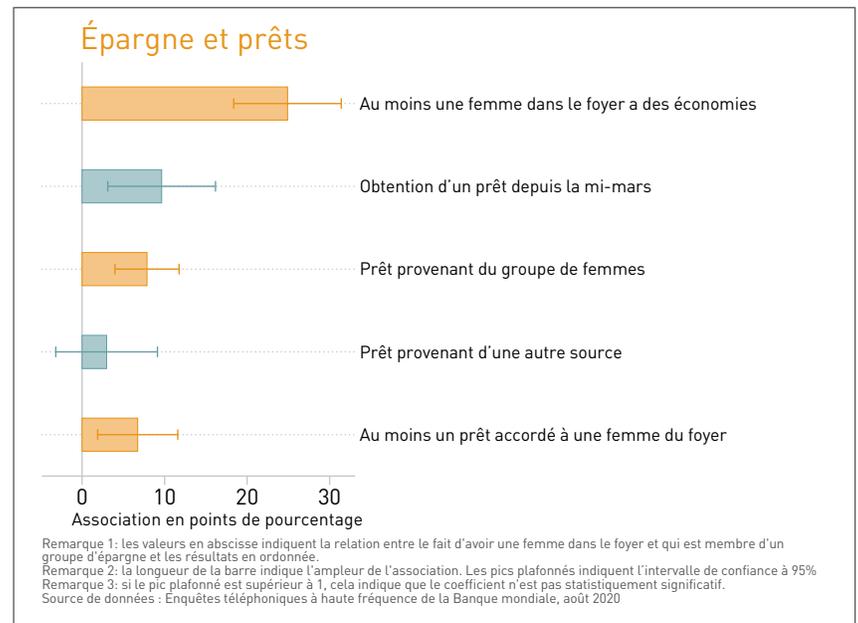
Comment la COVID-19 affecte-t-elle les groupes de femmes? (suite)

► téléphone (après la COVID-19) au Nigéria, ont révélé que l'insécurité alimentaire en avril, juin et août 2020 a augmenté de manière significative dans tous les cycles d'enquête par rapport à l'enquête LSMS-ISA en personne réalisée en 2018 (46 points de pourcentage en avril 2020; 55 points de pourcentage en juin 2020; et 51 points de pourcentage en août 2020 après contrôle de diverses caractéristiques démographiques et de l'appartenance à un groupe d'épargne). Ces mêmes enquêtes téléphoniques ont indiqué que les foyers avec une femme membre d'un groupe d'épargne étaient moins susceptibles d'être en proie à l'insécurité alimentaire que les foyers sans membres en avril, juin et août 2020. Au cours de cette période, les foyers avec des femmes membres de groupes d'épargne étaient, en moyenne, 3,7 points de pourcentage moins susceptibles² de déclarer être confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire que les non-membres, après contrôle de diverses caractéristiques de référence et démographiques (à partir de données recueillies en personne avant le début des enquêtes téléphoniques). En août 2020, les foyers avec des femmes membres de groupes d'épargne étaient 6 points de pourcentage moins susceptibles de déclarer ne pas avoir pu consommer leur nourriture de préférence au cours des 30 derniers jours, 6,7 points de pourcentage moins susceptibles de déclarer avoir mangé moins de variété d'aliments au cours des 30 derniers jours, 6,4 points de pourcentage de moins à déclarer avoir manqué de nourriture au cours des 30 derniers jours, 6,3 points de pourcentage de moins à déclarer avoir passé une journée entière

sans nourriture au cours des 30 derniers jours, et 4,2 points de pourcentage de moins à déclarer avoir manqué des repas au cours des 30 derniers jours, après contrôle de diverses caractéristiques de référence et démographiques en personne.

L'accès à l'épargne et au crédit pourrait avoir contribué au lien entre l'appartenance à un groupe d'épargne et la sécurité alimentaire au Nigéria. Les enquêtes téléphoniques ont révélé que les foyers comptant une femme membre d'un groupe d'épargne étaient 24,5 points de pourcentage plus susceptibles d'avoir une femme membre du foyer disposant d'une épargne en août 2020, 10,8 points de pourcentage plus susceptibles d'avoir obtenu un prêt depuis mars 2020, et 7,6 points de pourcentage plus susceptibles d'avoir des femmes membres du foyer ayant obtenu un prêt depuis mars 2020. La figure 2 résume ces conclusions, fondées sur des modèles de régression à partir de données ►

Figure 2. Accès à l'épargne et au crédit après la COVID-19



² Cette estimation ponctuelle est une moyenne sur les trois séries de données d'enquêtes téléphoniques d'avril, juin et août 2020 qui comprenaient des mesures de sécurité alimentaire et basée sur cinq questions d'enquête incluses dans toutes les enquêtes téléphoniques (Banque mondiale, 2020a). Une enquête téléphonique réalisée en juillet 2020 ne comportait pas de questions sur la sécurité alimentaire. Les cinq questions de l'enquête portaient sur la capacité des foyers à manger les aliments qu'ils préfèrent, la variété des aliments consommés par les foyers, si les foyers manquaient de nourriture, si les foyers ont passé une journée entière sans nourriture et si les foyers ont manqué des repas (tous au cours des 30 derniers jours).

Comment la COVID-19 affecte-t-elle les groupes de femmes? (suite)

► longitudinales dans lesquels nous contrôlons diverses caractéristiques démographiques.

Une autre étude réalisée en Ouganda suggère également que l'appartenance à des groupes d'épargne est associée à une probabilité moindre de subir des chocs de revenus et une réduction de la consommation alimentaire; cependant, les conclusions ne sont probablement pas représentatives de l'Ouganda vu que l'échantillon était principalement tiré des réseaux sociaux (Kansiime et al., 2020).

Les résultats sont cohérents avec les données sur la contribution des femmes à la suite de chocs covariables passés. La synthèse des données probantes a révélé que l'épargne obligatoire et les conditions de crédit souples contribuent à la capacité des groupes à atténuer les conséquences économiques négatives des chocs (Walcott et al., 2021). L'épargne régulière garantit que les membres disposent d'une épargne accumulée plus importante pour atténuer les conséquences des chocs, tandis que l'accès à l'information sur les stratégies de diversification des cultures et les opportunités de travail permet aux membres d'étaler leurs revenus pendant les chocs (Demont, 2013, 2020; Karlan et al., 2017).

Les enquêtes téléphoniques de la World Bank au Nigéria et en Ouganda suggèrent toutefois que seul un faible pourcentage de la population a obtenu un crédit auprès de son groupe entre mars et août 2020. Parmi les personnes interrogées au Nigéria en août 2020, 19,5% ont reçu un crédit en août 2020. Les prêts étaient principalement informels, plus de 55% des prêts provenant d'amis ou de parents, 9% des prêts provenant de banques et d'institutions de microfinance, et 16% de coopératives et de groupes d'épargne (World Bank, 2020b). La World Bank (2020b) rapporte que ces résultats suggèrent que les foyers nigériens pourraient avoir des difficultés à obtenir des prêts formels en cas de crise. Parmi les personnes interrogées en Ouganda en août 2020 à la suite de l'urgence COVID-19,

22,7% ont déclaré avoir bénéficié d'un crédit quelconque, 6,9% ont déclaré avoir bénéficié d'un crédit auprès d'une VSLA, 4,8% ont déclaré avoir bénéficié d'un crédit auprès d'un autre groupe d'épargne, 2,7% ont déclaré avoir bénéficié d'un crédit auprès de tout autre type de crédit formel, et 9,8% ont bénéficié d'un crédit auprès d'un ami ou d'un membre de la famille (World Bank, 2020a). Les foyers ruraux et les plus démunis étaient plus susceptibles d'emprunter auprès de groupes d'épargne (World Bank, 2020c). Par ailleurs, une forte proportion des foyers qui ont emprunté pour faire face à l'urgence COVID-19 y ont été contraints car ils ne pouvaient pas obtenir l'aide de leur famille ou de leurs voisins (World Bank, 2020c).

Toutefois, la plupart des groupes d'épargne soutenus par la CRS ont continué à accorder des prêts à leurs membres. Sur les 433 groupes d'épargne inclus dans l'enquête dans 11 pays africains, 74% continuaient à octroyer des prêts (Allen, 2020). Par ailleurs, les groupes d'épargne soutenus par l'ONG HOPE ont prolongé les délais de grâce et réévalué les conditions de prêt pour les clients touchés (Green et al., 2020).

Les membres des groupes d'épargne pourraient être en mesure de compter sur leurs économies antérieures à court terme, mais l'accumulation de nouvelles économies sera probablement perturbée pendant la pandémie, bien que cela puisse varier selon la population. En Ouganda, par exemple, seulement 1% des membres des groupes d'épargne d'un programme VisionFund mené auprès des communautés d'accueil de réfugiés ont pu épargner le même montant qu'avant la pandémie, contre 31% des membres réfugiés des groupes d'épargne du même programme VisionFund. Bien que ce phénomène soit difficile à expliquer, il pourrait indiquer que les groupes de réfugiés étaient mieux à même de s'adapter aux directives de rassemblement nouvellement établies (Crailsheim & Reynolds, 2020). La même étude a révélé que le montant ►

Comment la COVID-19 affecte-t-elle les groupes de femmes? (suite)

➤ moyen du partage des fonds des VSLA dans la région du Nil occidental en Ouganda a même augmenté au début de la pandémie (Crailsheim & Reynolds, 2020).

On ne dispose que de peu de recherches approfondies ou quantitatives sur la contribution des groupes de femmes à l'émancipation sociale des femmes. Cependant, des données qualitatives provenant du Ghana, du Mozambique et de l'Ouganda indiquent que l'association de groupes d'épargne à des interventions de protection de l'enfance peut contribuer à la diffusion efficace d'informations sur le mariage des enfants, le travail des enfants, l'importance de l'éducation des filles et la violence contre les enfants pendant la pandémie (World Vision, 2020).

Divers groupes d'épargne ont également poursuivi leurs activités régulières pendant la période d'assouplissement des mesures restrictives. Les données de CARE suggèrent que 83% des groupes au Malawi et 70% des groupes dans les États de Yobe, Jigawa et Bauchi au Nigéria épargnaient toujours pendant le confinement. Bien que l'accès aux prêts ait été réduit, 46% des VSLA de CARE au Nigéria et 50% des VSLA de CARE au Malawi proposaient encore des prêts (CARE, 2020b, 2020c, 2020d).

Distanciation sociale

POINTS À RETENIR:

Les groupes de femmes ont été de solides partenaires pour partager et répondre aux informations sur l'importance de la distanciation sociale et aux mesures nécessaires pour promouvoir l'hygiène et la sécurité. Ces groupes ont également modélisé le strict respect des procédures opérationnelles du gouvernement et encouragé l'adoption de technologies numériques telles que l'argent mobile, bien que le manque d'accès à la technologie et d'autres barrières sociales pourraient entraîner l'exclusion des femmes marginalisées.

Au début de la pandémie, les groupes d'épargne soutenus par CARE en Ouganda ont suspendu

leurs réunions et CARE a encouragé les groupes disposant de comptes bancaires à utiliser l'argent mobile. Cette expérience est similaire aux données recueillies lors de chocs passés, comme l'épidémie d'Ebola au Liberia, au cours desquelles les activités financières des groupes ont été perturbées (Langlay, 2014, p. 30). Cependant, des données provenant de l'Ouganda révèlent également des disparités dans les réponses des groupes selon les populations: dans le cadre d'un programme VisionFund en Ouganda, 80% des groupes dans les camps de réfugiés se sont réunis en petits comités, alors que seulement 45% ont fait de même dans les communautés d'accueil (Crailsheim & Reynolds, 2020).

La plupart des groupes d'épargne soutenus par la Catholic Relief Services et HOPE se sont également réunis pendant la pandémie. Une enquête menée auprès de 433 représentants de groupes d'épargne mis en œuvre par la CRS dans 11 pays africains indique que 81% des groupes d'épargne ont poursuivi leurs réunions en adoptant des mesures de sécurité et d'hygiène, que 9% des groupes d'épargne ont interrompu leurs réunions sans partager leurs économies, que 6% ont partagé leurs économies et interrompu leurs réunions, et que 1% ont poursuivi leurs réunions sans adopter de nouvelles mesures (Allen, 2020). Parmi les groupes qui ont décidé de poursuivre leurs réunions, 47% ont déclaré qu'ils considéraient le risque comme acceptable, 39% ont indiqué qu'ils devaient s'assurer que les prêts en cours étaient remboursés, 35% ont déclaré que leurs groupes devaient se préparer pour le partage, et 35% ont cité d'autres raisons (Allen, 2020). Une enquête portant sur 5,000 groupes d'épargne mis en œuvre par l'ONG HOPE a également indiqué que 85% des groupes se sont réunis, bien qu'ils aient adopté des mesures d'adaptation pour se conformer aux directives de distanciation sociale (Green et al., 2020).

Les groupes d'épargne et autres groupes de femmes du Malawi, du Nigéria et de l'Ouganda ➤

Comment la COVID-19 affecte-t-elle les groupes de femmes? (suite)

➤ ont augmenté la fréquence de leurs réunions après l'assouplissement progressif des mesures restrictives. L'ONG CARE, par exemple, rapporte que les groupes d'épargne en Ouganda ont repris leurs réunions en respectant strictement les procédures opérationnelles standard du gouvernement. Au Nigéria, 39% des groupes d'épargne soutenus par l'association CARE ont adapté leurs réunions, et au Malawi, le taux est de 52%; cependant, il faut être prudent dans l'interprétation de ces résultats compte tenu de la petite taille de l'échantillon (CARE, 2020a, 2020c).

La numérisation a également contribué à la capacité des groupes à poursuivre leurs réunions pendant la pandémie. Ainsi, CARE a constaté une augmentation des transferts d'argent mobile dans les VSLA urbaines après avoir encouragé les VSLA disposant de comptes bancaires à faire usage de l'argent mobile pour épargner et à permettre aux membres d'accéder à leur épargne. Certains groupes mettent également à jour leurs dossiers via WhatsApp. Il existe toutefois peu de données sur la capacité des groupes numérisés à obtenir les mêmes résultats que les groupes qui se réunissent physiquement, notamment par rapport aux résultats tels que le leadership, la solidarité et la responsabilisation sociale des femmes ou la productivité et le gain de temps par le travail partagé. L'examen de l'impact de la numérisation des groupes d'épargne sera essentiel en raison des disparités existantes entre les sexes en matière de propriété et d'accès aux appareils numériques et aux compétences numériques (de Hoop et al., 2020). Alors que le partage d'informations migre en ligne, le manque d'accès à la technologie et d'autres barrières sociales pourraient entraîner l'exclusion des femmes marginalisées (CARE, 2020c). Par exemple, moins de 25% des femmes dans le nord de l'Ouganda et moins de 40% des femmes dans les zones nord-est et nord-ouest du Nigéria possèdent un téléphone portable

(UBOS & ICF, 2018; NPC & ICF, 2019). Les données Findex de 2014 suggèrent par ailleurs que des pourcentages relativement faibles de femmes (moins de 20%) au Nigéria déclarent recourir à un téléphone mobile ou à Internet pour effectuer des transactions financières ou disposer d'un compte d'argent mobile, contre plus de 50% des femmes en Ouganda.

Partenaires de la réponse communautaire

POINTS À RETENIR:

Les groupes d'épargne ont contribué à accroître la capacité des femmes à obtenir des postes de direction dans la réponse à la pandémie. Ces groupes ont par ailleurs adapté leurs compétences et créé de nouveaux débouchés pour générer des revenus en développant des équipements de protection individuelle (EPI). Enfin, ils ont servi d'agents de changement en distribuant des EPI, en construisant des stations de lavage des mains, en créant des plans d'action communautaires pour prévenir et sensibiliser à la COVID-19, et en contribuant à répondre à la violence sexiste.

Les données recueillies en Afrique de l'Ouest démontrent que les groupes d'épargne et autres groupes de femmes ont permis aux femmes d'obtenir des postes de direction en réponse à la COVID-19. La participation des femmes aux décisions communautaires reste toutefois sujette au temps et à la disponibilité des femmes hors de la charge des responsabilités familiales et du travail domestique. Les membres des groupes d'épargne des femmes au Mali se sont organisés pour transférer leurs activités génératrices de revenus d'entreprises telles que la vente de nourriture dans les écoles, qui n'étaient plus ouvertes pendant la pandémie, vers la confection et la vente de masques, y compris la vente à des organismes tels que le Programme alimentaire mondial. Les agents de changement des groupes de femmes soutenus par Women for Women International ont également partagé des recommandations ➤

Comment la COVID-19 affecte-t-elle les groupes de femmes? (suite)

➤ sur les comportements préventifs tels que la distanciation sociale, le lavage des mains et l'utilisation de masques faciaux au Nigéria (Agene & Onyishi, 2020). Les femmes sans rôle officiel de leadership sont encore souvent actives dans la réponse à la COVID-19. Par exemple, les groupes d'épargne soutenus par CARE au Bénin, au Mali et au Niger ont contribué à la prise de décision au niveau communautaire en réponse à la COVID-19 (CARE, 2020e).

Les groupes d'épargne à travers l'Afrique subsaharienne ont également contribué à l'action collective en construisant des stations de lavage des mains, en créant des plans d'action communautaires pour prévenir la COVID-19, et en sensibilisant à la COVID-19 et à sa prévention à partir d'avril 2020 (CARE, 2020e). L'ONG CARE, par exemple, a dispensé des formations à distance aux leaders communautaires et aux participants au programme sur les mesures de prévention pour la gestion des risques liés à la COVID-19, les symptômes de la maladie et les moyens d'accéder aux services de soins de santé au Nigéria (CARE, 2020a). Parmi les groupes d'épargne soutenus par la CRS qui ont poursuivi leurs réunions, 68% ont fourni de l'eau et du savon à leurs membres, 64% ont demandé aux membres de se laver les mains au début de la réunion, 52% à la fin des réunions et 49% après avoir manipulé de l'argent (Allen, 2020). Les membres des groupes d'épargne en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger ont par ailleurs négocié avec des entreprises du secteur privé pour obtenir davantage de matériel de lavage des mains à utiliser lors des réunions des groupes d'épargne (Bernardo Andrés & Dawalak, 2020). Ces données concordent avec ce que l'on sait du rôle des groupes de femmes en réponse aux besoins communautaires à Ebola en République démocratique du Congo (RDC), où

l'Organisation mondiale de la santé a formé des représentantes de groupes de femmes pour sensibiliser et partager des informations sur les vaccins, la traçabilité des contacts, les traitements et la vulnérabilité des femmes et des enfants à la maladie (Organisation mondiale de la santé, 2018). On dispose toutefois de peu de données sur la portée chez les populations et l'efficacité des informations sur la COVID-19 diffusées par les groupes de femmes.

Les groupes d'épargne ont également contribué aux efforts de réponse à la COVID-19 en confectionnant des masques, en fabriquant des équipements de protection individuelle (EPI) et en introduisant des procédures de sécurité et d'hygiène adaptées. Les femmes membres des groupes d'épargne en République démocratique du Congo, au Mali et au Nigéria confectionnent toutes des masques pour les membres du groupe ainsi que pour les populations les plus vulnérables de leurs communautés. La confection de ces masques pourrait également contribuer à générer des revenus supplémentaires pour les individus et le groupe, vu que ces femmes vendent souvent les masques qu'elles confectionnent pour générer des revenus et contribuer aux fonds sociaux du groupe (Agene & Onyishi, 2020; Laouan, 2020).

Des données provenant de divers contextes indiquent également que les femmes membres des groupes d'épargne se sont engagées dans une action collective pour soutenir la communauté (Bernardo Andrés & Dawalak, 2020). Par exemple, les résultats qualitatifs provenant du Nigéria indiquent que les groupes de femmes peuvent avoir contribué à fournir un soutien aux membres dans le besoin, en connectant les femmes à de nouvelles opportunités de revenus et en contribuant à réduire la violence sexiste (Agene & Onyishi, 2020). ●

Implications politiques et programmatiques et recommandations de recherche

Les données disponibles font apparaître plusieurs implications pour les politiques et la recherche. Les législateurs, les ONG, les donateurs et les chercheurs devraient revoir leurs efforts actuels pour soutenir les groupes de femmes et identifier les domaines dans lesquels ils pourraient adapter ou renforcer leur engagement à la lumière de ces recommandations. Il sera toutefois important d'examiner les contraintes de ressources et les compromis avec d'autres investissements visant à atteindre des objectifs similaires.

Implications politiques et programmatiques pour les gouvernements

- **À court terme, la conjonction des groupes d'épargne avec l'assistance en espèces, l'assistance sous forme de bons et l'aide alimentaire** pourrait aider les foyers membres à gérer les effets primaires et secondaires de la crise, à protéger les actifs des membres et à recapitaliser les groupes d'épargne, facteur essentiel aux efforts de réponse et de redressement. Un fonds public dédié pourrait cibler les membres des groupes d'épargne soumis à de fortes réductions de revenus et se retrouvant en dessous d'un seuil de vulnérabilité suite à la COVID-19. Les gouvernements pourraient déterminer ce seuil de vulnérabilité en combinant les données financières des groupes en temps réel (comme les taux d'épargne, le comportement en matière de décaissement ou de remboursement des prêts, ou les liquidités du groupe, y compris les données sur l'argent mobile); les indicateurs de mobilité (les données sur la mobilité de Google peuvent être utilisées comme indicateur de la distance sociale et des opportunités de moyens de subsistance); et les données désagrégées sur la sécurité alimentaire. La garantie d'un ciblage à faible coût nécessitera l'utilisation des données du système d'information de gestion des groupes d'épargne et des données en temps réel

(c'est-à-dire l'argent mobile) pour le ciblage. L'association des groupes d'épargne à l'aide publique d'urgence, quel que soit le mécanisme retenu, qui peut différer selon le contexte, nécessitera une communication claire et l'engagement de la communauté, en plus d'un ciblage efficace et du choix du bon mécanisme de transfert (par exemple, transferts en espèces, bons d'achat ou transferts d'actifs).

- **L'intégration des groupes d'épargne dans les programmes de protection sociale pourrait, à long terme, avoir des avantages étendus et durables.** Le ciblage des groupes d'épargne permettrait de renforcer la résilience des groupes, de leurs membres et de leurs communautés face à de futures situations d'urgence. SEEP Network (2018) a identifié 20 programmes et politiques de protection sociale en Afrique subsaharienne avec une composante de groupes d'épargne; les gouvernements pourraient tirer les leçons de cette étude et examiner si une intégration plus poussée des groupes d'épargne dans les filets de sécurité nationaux pourrait permettre d'atteindre les objectifs des programmes de manière plus efficace et efficiente.
- **La flexibilité au niveau des remboursements des prêts externes pour les groupes ayant accès au crédit formel** pendant la période COVID-19 permettra aux femmes et aux foyers de faire face à la crise actuelle et éventuellement d'augmenter leur résistance aux chocs futurs. Cette flexibilité pourrait permettre aux femmes et aux foyers ayant accès au crédit formel de faire face à la crise actuelle et éventuellement d'accroître leur résilience pour résister aux chocs futurs, comme le montrent Walcott et al. (2021).
- **De meilleures données et une collecte de données plus fréquente sur les groupes de femme soutenus par les gouvernements** >

Implications politiques et programmatiques et recommandations de recherche (suite)

➤ **africains** pourraient générer des informations supplémentaires pour éclairer la prise de décision relative à ces groupes. Les données actuelles concernent principalement les groupes soutenus par les ONG, et ces données ne s'appliquent pas nécessairement aux groupes soutenus par les gouvernements.

Implications politiques et programmatiques pour les organisations travaillant directement avec les groupes de femmes

- **La priorisation du leadership des femmes dans la réponse communautaire à la COVID-19, tout en assurant la distanciation sociale et l'accès aux équipements de protection individuelle,** pourrait permettre aux femmes d'obtenir des postes de direction sur le long terme. Les données montrent déjà quelques exemples de la contribution du leadership des femmes à la prise de décision au niveau communautaire, ce qui peut favoriser l'autonomisation des femmes à long terme.
- **La rémunération des membres du groupe pour leurs services lorsqu'ils donnent accès à des produits vitaux, à des droits et à des informations.** Cela pourrait, par exemple, se traduire par la passation de marchés publics pour ces services.

Implications politiques et programmatiques pour les donateurs

- **Investissement dans les systèmes d'information de gestion (SIG) nationaux et dans la cartographie ou l'enregistrement des groupes au niveau national, en partenariat avec les gouvernements, afin de soutenir le suivi à long terme et de renforcer la capacité des gouvernements à exploiter les SIG pour guider la prise de décision.** Ces systèmes pourraient faciliter le suivi des données SIG des groupes d'épargne

sur l'épargne et d'autres indicateurs clés de vulnérabilité pour les groupes et les membres des groupes pour lesquels il n'est actuellement pas possible de suivre les données. Les progrès récents en matière d'applications numériques pour les groupes d'épargne, en matière de messagerie par application et SMS, et en matière d'enquêtes à distance ont entraîné une baisse des coûts de collecte de données (SEEP 2019) et pourraient permettre aux donateurs et aux gouvernements d'investir dans des solutions moins coûteuses pour générer des données, y compris des données SIG pour les groupes d'épargne. Des cartes, des registres ou des bases de données nationaux favoriseraient également la coordination entre les parties prenantes et permettraient aux gouvernements de mieux soutenir et d'impliquer les groupes de femmes dans les efforts de prévention, de réponse et de redressement en cas d'urgence, tout en permettant aux membres des groupes d'assurer le suivi des performances et des besoins de leur groupe.

- **L'exploitation des connaissances et des idées issues du groupe d'apprentissage par les pairs SEEP sur les groupes d'épargne, les femmes et la COVID-19** pourrait permettre aux donateurs, aux gouvernements et aux professionnels de guider les efforts de réponse et de redressement de la COVID-19 liés aux groupes d'épargne. Le groupe d'apprentissage par les pairs SEEP réunira un groupe de diverses parties prenantes des secteurs public et privé directement impliquées dans la mise en œuvre d'une réponse à la COVID-19 et d'efforts de redressement axés sur le genre par le biais de groupes d'épargne pour une période d'apprentissage collaboratif d'environ 18 mois. ➤

Implications politiques et programmatiques et recommandations de recherche (suite)

› Recommandations de recherche

- **La recherche sur l'épargne de groupe et d'autres indicateurs de vulnérabilité et leur lien avec les réponses politiques suite à la COVID-19, à différentes étapes de la pandémie.** Une aide aux gouvernements et aux ONG pour identifier les groupes d'épargne dont la survie dépend d'un soutien en espèces ou d'une autre forme d'aide nécessitera des données permettant un suivi de l'épargne collective et d'autres indicateurs de vulnérabilité pendant et après la COVID-19. L'analyse de ces tendances dans le temps et l'espace, en exploitant par exemple les données SIG sur le fonctionnement des groupes d'épargne et la vulnérabilité des membres, peut donner un aperçu des variations dans le fonctionnement de ces groupes. Les agences gouvernementales peuvent par exemple fixer un seuil de vulnérabilité permettant aux membres des groupes d'épargne de recevoir des crédits flexibles, des transferts d'argent ou d'actifs (en fonction du contexte) avec un suivi approprié. Ces seuils peuvent également permettre aux chercheurs d'estimer l'impact des transferts d'argent ou d'actifs et du crédit en recourant à un modèle de régression sur discontinuité.
- **La conduite de recherches sur les conséquences de la COVID-19 sur les options de moyens de subsistance des membres des groupes de femmes de manière durable, y compris l'épargne numérique, leur rôle dans les efforts d'intervention d'urgence, et le rôle de l'épargne comme garantie,** par exemple pour guider les décisions concernant les interventions sur les moyens de subsistance des femmes membres du groupe. Les femmes continueront à faire face à des enjeux économiques à la suite de la COVID-19. L'accès aux marchés et à d'autres moyens de subsistance peut contribuer à atténuer certaines de ces conséquences.
- **La poursuite des recherches sur la résilience à long terme.** Nous recommandons de mener des recherches longitudinales à partir des résultats obtenus au niveau individuel et au niveau des foyers pour comprendre comment les groupes pourraient atténuer les effets de la pandémie et des mesures et politiques gouvernementales connexes (c'est-à-dire les confinements) dans le temps et dans différents contextes. Nous encourageons les chercheurs et les évaluateurs à intégrer des indicateurs de facteurs de médiation et de résultats potentiels dans les évaluations existantes et à venir des groupes de femmes.
- **La conduite de recherches expérimentales et quasi-expérimentales pour déterminer l'efficacité relative et la rentabilité de la formation virtuelle et en personne et par d'autres canaux de prestation numérique** pour générer des effets positifs sur l'autonomisation des femmes et les résultats économiques, tout en tenant compte des préoccupations d'équité liées à l'accès à la technologie et aux connaissances numériques. Ces évaluations d'impact pourraient guider les décisions relatives à l'intensification des formations à la suite de la COVID-19, ainsi que la recherche qualitative sur les processus de mise en œuvre des groupes et leurs mécanismes d'adaptation.
- **La conduite de recherches qualitatives sur les processus de groupe afin d'informer les programmes futurs.** Il peut s'agir d'une recherche sur la réponse des membres du groupe à la COVID-19 par rapport aux non-membres, et sur l'influence de la COVID-19 sur la dynamique de genre dans le foyer et la communauté. ●

Références

- Adepoju, P. (2020). Africa's struggle with inadequate COVID-19 testing. *The Lancet: Microbe*, 1(1), e12. [https://doi.org/10.1016/S2666-5247\(20\)30014-8](https://doi.org/10.1016/S2666-5247(20)30014-8)
- Agene, M., & Onyishi, B. (2020, July 13). Solidarity and power: Impact of Covid-19 pandemic on women's groups in northern Nigeria. *Women for Women International*. <https://www.womenforwomen.org/blogs/solidarity-and-power-impact-covid-19-pandemic-womens-groups-northern-nigeria>
- Agüero, J. (2020). COVID-19 and the rise of intimate partner violence. *World Development*, 137, 1–7. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105217>
- Allen, B. (2020). *How SILCs have responded to the COVID-19 pandemic: Learning from surveys in Latin America and Africa*. <https://mangotree.org/files/galleries/CRS-Covid-19-Survey-Report-FINAL.pdf>
- Andam, K., Edeh, H., Oboh, V., Pauw, K., & Thurlow, J. (2020) *Estimating the economic costs of COVID-19 in Nigeria* (NSSP Working Paper 63). <https://www.ifpri.org/publication/estimating-economic-costs-covid-19-nigeria>
- Anderson, C. L., de Hoop, T., Desai, S., Siwach, G., Meysonnat, A., Gupta, R., Haroon, N., Howlett, M., Kolla, N., Sidhu, A., Paul, S., Belyakova, Y., & Singh, R. S. (2019). *Investing in women's groups: A portfolio evaluation of the Bill & Melinda Gates Foundation's Investments in South Asia and Africa* [Research brief]. <https://womensgroupevidence.org/sites/default/files/Investing-in-Women-s-Groups-A-Portfolio-Evaluation-of-the-Bill-and-Melinda-Gates-Foundation-s-Investments-in-South-Asia-and-Africa.pdf>
- Androsik, A. (2020). Gendered understanding of Ebola crisis in Sierra Leone: Lessons for Covid-19. *Population and Economics*, 4(2), 88–95. <https://doi.org/10.3897/popecon.4.e53301>
- Anguyo, I., & Storer, L. (2020, April 9). In times of COVID-19 Kampala has become 'un-Ugandan.' *The London School of Economics and Political Science*. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2020/04/09/kampala-epidemic-un-ugandan-society-in-times-covid-19/>
- Arasio, R., Catley, A., & Ayele, M. (2020). *Rapid assessment of COVID-19 impacts in Karamoja, Uganda*. Karamoja Resilience Support Unit (KRSU), USAID/Uganda, Kampala.
- Babatunde, R. O., & Olagunju, F. I. (2020). *Cash or food transfer? Assessing the effectiveness of social safety nets for households during COVID-19 pandemic in Nigeria*. https://www.uneca.org/sites/default/files/AEC/2020/presentations/cash_or_food_transfer-_assessing_the_effectiveness_of_social_safety_nets_for_households_during_covid-19_pandemic_in_nigeria_.pdf
- Barooah, B., Chinoy, S. L., Dubey, P., Sarkar, R., Bagai, A., & Rathinam, F. (2019). *Improving and sustaining livelihoods through group-based interventions: Mapping the evidence* (3ie Evidence Gap Map Report 13). International Initiative for Impact Evaluation (3ie). <https://www.3ieimpact.org/evidence-hub/publications/evidence-gap-maps/improving-and-sustaining-livelihoods-through-group>
- Bernardo Andrés, A., & Dawalak, A. (2020). *Analyse Rapide Genre pour COVID-19*. GenCap; CARE. <http://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/Niger-Rapid-Gender-Analysis-CARE-et-GENCAP-final.pdf>
- Brody, C., de Hoop, T., Vojtkova, M., Warnock, R., Dunbar, M., Murthy, P., & Dworkin, S. (2017). Can self-help group programs improve women's empowerment? A systematic review. *Journal of Development Effectiveness*, 9(1), 15–40. <https://doi.org/10.1080/19439342.2016.1206607>
- Burki, T. (2020). The indirect impact of COVID-19 on women. *The Lancet: Infectious Diseases*, 20(8), 904–905. [https://doi.org/10.1016/S1473-3099\(20\)30568-5](https://doi.org/10.1016/S1473-3099(20)30568-5)
- Buvinic, M., Noe, L., Swanson, E. (2020). *Understanding women's and girls' vulnerabilities to the COVID-19 pandemic: A gender analysis and data dashboard of low- and lower-middle income countries*. Data2X. <https://data2x.org/resource-center/understanding-womens-and-girls-vulnerabilities-to-the-covid-19-pandemic-a-gender-analysis-and-data-dashboard-of-low-and-lower-middle-income-countries/>
- CARE. (2020a). *CARE rapid gender analysis north east Nigeria – Borno*. <http://careevaluations.org/evaluation/care-rapid-gender-analysis-northeast-nigeria-borno/>
- CARE. (2020b). *Uganda COVID-19 rapid gender analysis*. <http://careevaluations.org/evaluation/uganda-covid-19-rapid-gender-analysis/>
- CARE. (2020c). *Malawi VSLA Survey for COVID-19 September 2020*. <http://careevaluations.org/evaluation/malawi-vsla-survey-for-covid-19-september-2020/>

Références (suite)

- CARE. (2020d). *Coping with COVID-19: The experience of savings groups in Nigeria*. https://care.org/wp-content/uploads/2020/11/Coping-With-COVID_Nigeria.pdf
- CARE. (2020e). *Learning brief: VSLA and CARE adaptations to COVID-19 and past crises*. https://care.org/wp-content/uploads/2020/05/care_covid-19_vsla_program_examples_final_external.pdf
- Copley, A., Decker, A., Delavelle, F., Goldstein, M., O'Sullivan, M., & Papineni, S. (2020). *COVID-19 pandemic through a gender lens* (Africa Knowledge in Time Policy Brief). World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34016>
- Crailsheim, M., & Reynolds, R. (2020). *Impact of COVID-19 on refugee saving groups in Uganda*. VisionFund. <https://www.visionfund.org/stories/impact-covid-19-refugee-saving-groups-uganda>
- de Hoop, T., Desai, S., Siwach, G., Holla, C., Belyakova, Y., Paul, S., & Singh, R. (2020). *Women's groups and COVID-19: Challenges, engagement, and opportunities*. Evidence Consortium on Women's Groups. <https://womensgroupevidence.org/sites/default/files/2020-06/June%201%20COVID%20ECWG%20Final.pdf>
- Demont, T. (2013). *Poverty, access to credit and absorption of weather shocks: Evidence from Indian self-help groups* (CRED working paper). http://www.ecineq.org/ecineq_bari13/FILESxBari13/CR2/p198.pdf
- Demont, T. (2020). *Coping with shocks: The impact of self-help groups on migration and food security* (AMSE working paper). <https://ideas.repec.org/p/aim/wpaimx/2016.html>
- Dixit, S., Ogundeji, YK., & Onwujekwe, O. (2020). *How well has Nigeria responded to COVID-19?* The Brookings Institution. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/07/02/how-well-has-nigeria-responded-to-covid-19/>
- Education ministry drafts new guidelines for reopening schools. (2020, September 10). *The Independent*. <https://www.independent.co.ug/education-ministry-drafts-new-guidelines-for-reopening-schools/>
- Federal govt releases details of programme to employ 774,000 Nigerians. (2020). *SPW News*. <https://specialpublicworks.gov.ng/site/?p=12417>
- Gash, M., & Odell, K. (2013). The evidence-based story of savings groups: A synthesis of seven randomized control trials. SEEP.
- Green, R., Mallonee, N., & Check, K. (2020). MERL in the time of COVID-19: Four case studies. *Christian Relief, Development, and Advocacy*, 2(1), 1–12.
- Janoch, E. (2020). *She told us so: Rapid gender analysis: Filling the data gap to build back equal*. CARE. <https://care.org/news-and-stories/news/she-told-us-so/>
- Kansiime, M. K., Tambo, J. A., Mugambi, I., Bundi, M., Kara, A., & Owuor, C. (2020). COVID-19 implications on household income and food security in Kenya and Uganda: Findings from a rapid assessment. *World Development*, 137, 1–10. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105199>
- Karlan, D., Savonitto, B., Thuysbaert, B., & Udry, C. (2017). Impact of savings groups on the lives of the poor. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 114(12), 3079–3084. <https://doi.org/10.1073/pnas.1611520114>
- Kazeem, Y. (2020, June 23). African governments are being forced to develop social welfare programs in an economic crisis. *Quartz Africa*. <https://qz.com/africa/1872046/african-countries-offer-cash-relief-covid-19-welfare-programs/>
- KPMG. (2020, October 28). Nigeria: Government and institution measures in response to COVID-19. <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/nigeria-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html>
- Langlay, N. (2014). *The impact of Ebola virus disease on village savings and loans associations: Montserrat, Margibi, Bong and Lofa Counties*. Food and Agriculture Organization of the United Nations. <http://www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/276321/>
- Laouan, F. Z. (2020). *Rapid gender analysis: COVID-19 West Africa, April 2020*. <http://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/CARE-West-Africa-Rapid-Gender-Analysis-COVID-19-May-2020-final-EN.pdf>
- Museveni: Too risky to open schools, salons, arcades. (2020, June 22). *The Independent*. <https://www.independent.co.ug/museveni-too-risky-to-open-schools-salons-arcades/>

Références (suite)

- NPC [National Population Commission] & ICF. (2019). *Nigeria demographic and health survey 2018: Final report*. <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR359/FR359.pdf>
- Peterman, A., O'Donnell, M., & Palermo, T. (2020). *COVID-19 and violence against women and children: What have we learned so far?* (CGD note). Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/covid-and-violence-against-women-and-children-what-we-have-learned.pdf>
- Reuters. (2020, May 18). *Nigeria to impose precision lockdown in coronavirus hotspots*. <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-nigeria/nigeria-to-impose-precision-lockdown-in-coronavirus-hotspots-idUSKBN22U22E>
- Rochelle Parry, B., & Gordon, E. (2020). The shadow pandemic: Inequitable gendered impacts of COVID-19 in South Africa. *Gender, Work, & Organization*, 1–12. <https://doi.org/10.1111/gwao.12565>
- SEEP. (2010). *Savings groups: What are they?* https://mangotree.org/files/galleries/PANETTA_D_SEEP_Savings-Groups-What-Are-They.pdf
- SEEP. (2018). *State of practice: Savings groups and the role of government in sub-Saharan Africa*. <https://mangotree.org/Resource/State-of-Practice-Savings-Groups-and-the-Role-of-Government-in-Sub-Saharan-Africa>
- SEEP. (2019). *Digital savings groups*. https://mangotree.org/files/galleries/SEEP_Digital-Savings-Groups_20200420.pdf
- UBOS [Uganda Bureau of Statistics] & ICF. (2018). *Uganda Demographic and Health Survey 2016*. <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR333/FR333.pdf>
- United Nations Development Programme. (2020). *The next frontier: Human development and the Anthropocene* (Human Development Report 2020). <http://hdr.undp.org/en/2020-report>
- Walcott, R., Schmidt, C., Kaminsky, M., Singh, R., Anderson, L., Desai, S., & de Hoop, T. (2021). *Women's groups, covariate shocks, and resilience: An evidence synthesis of past shocks to inform a future response*. ECWG Working Paper 4. www.womensgroupevidence.org
- Wenham, C., Smith, J., & Morgan, R. (2020). COVID-19: The gendered impacts of the outbreak. *The Lancet*, 395(10227), 846–848. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30526-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30526-2)
- Woolcock, M. (1998). Social capital and economic development: Toward a theoretical synthesis and policy framework. *Theory and Society*, 27(2), 225–249.
- World Bank. (n.d.). *Living Standards Measurement Survey: Integrated surveys on agriculture*. <https://www.worldbank.org/en/programs/lsms/initiatives/lsms-ISA>
- World Bank. (2020a). *Living Standards Measurement Survey-supported high-frequency phone surveys on COVID-19*. <https://www.worldbank.org/en/programs/lsms/brief/lsms-launches-high-frequency-phone-surveys-on-covid-19#6>
- World Bank. (2020b). *COVID-19 impact monitoring round 4 August 2020, Nigeria*. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/724481601914108506/pdf/Fourth-Round-Results.pdf>
- World Bank. (2020c). *COVID-19 impact monitoring round 2 November 2020, Uganda*. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/849351604069345438/pdf/Findings-from-the-Second-Round-of-the-High-Frequency-Phone-Survey.pdf>
- World Health Organization. (2018). *Women join hands to oust Ebola from the Democratic Republic of the Congo*. <https://www.afro.who.int/news/women-join-hands-oust-ebola-democratic-republic-congo>
- World Vision. (2020). *Out of Time: COVID-19 Aftershocks*. https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-07/Out%20of%20Time_Covid19%20Aftershocks%20-%20FINAL.pdf